IMMIGRATION

**Légiférer pour étouffer la question sociale ?** p. 13

EDUCATION

**La vérité sur la rentrée scolaire** p. 6

JOURNAL DU MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

# AVANT-GARDE

## Philippe Sudre : « “Je veux faire du judo comme Clarisse !”, je l’ai beaucoup entendu » p. 8

CULURE

**« Le nouveau cap de la mythologie Game of Thrones »** p. 14

INTERNATIONAL

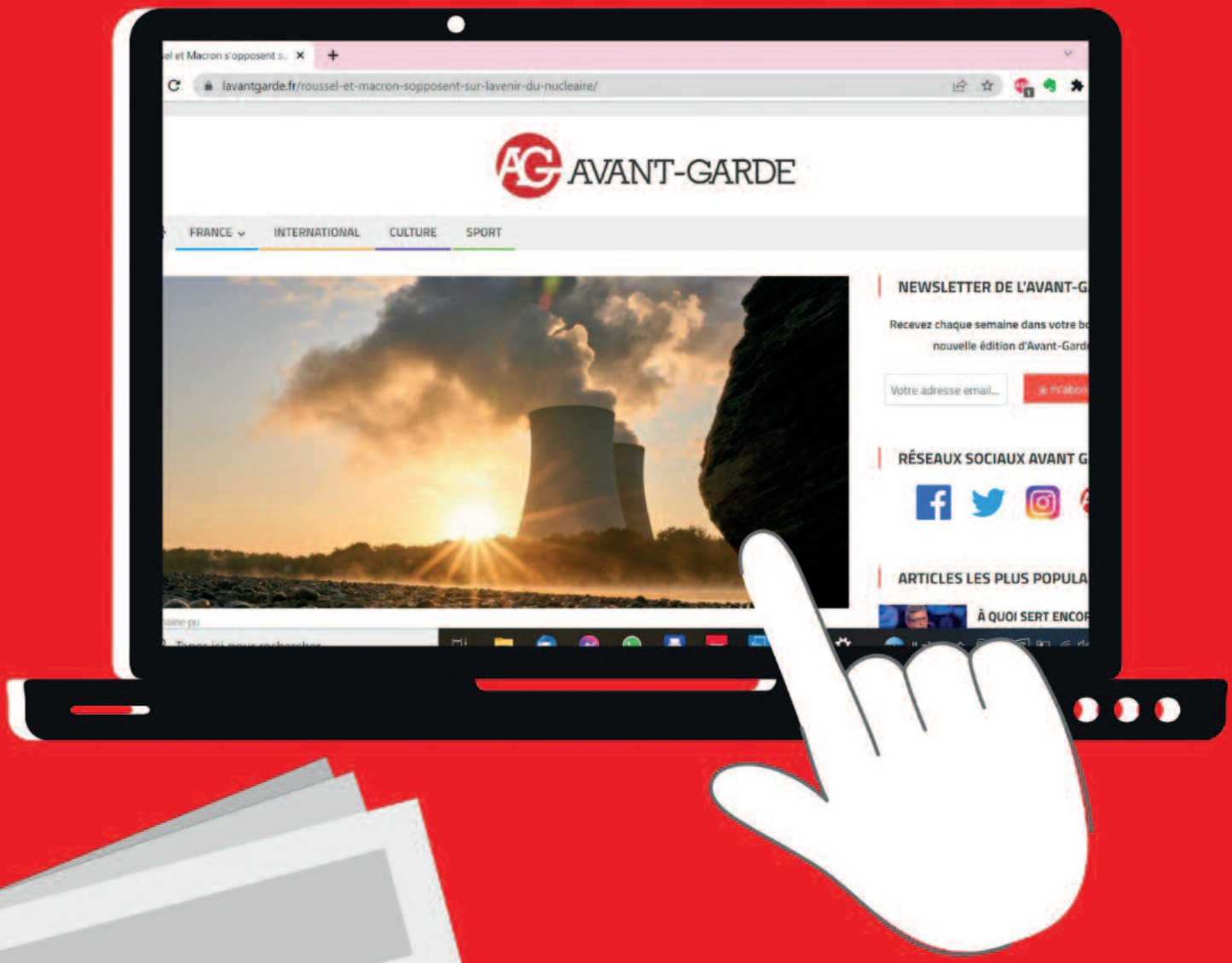
**À qui profite la montée des tensions en mer de Chine ?** p. 4

N°54 • OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2022

RETROUVE NOUS,

# CHAQUE SEMAINE,

EN LIGNE SUR




WWW.LAVANTGARDE.FR

**Léon Deffontaines**
Secrétaire général du Mouvement Jeunes communistes de France

# « Pour que jeunesse se fasse »

« Pour que jeunesse se fasse » est le titre de mon premier livre, celui de la jeunesse d'aujourd'hui. Une jeunesse pleine d'envies, qui aspire au changement, mais qui est bloquée par une organisation de la société incapable de voir plus loin que la rentabilité immédiate, et qui sacrifie l'avenir des jeunes sur l'autel du profit.

Ce livre se veut être un plan de bataille pour le combat qui s'annonce. Je veux montrer que nous pouvons transformer radicalement la société et la vie des jeunes, en partant de leurs préoccupations, et en gagnant des combats dès maintenant. Nous sommes face à un choix déterminant : soit désabusés et résignés nous laissons la société et le monde imploser, soit nous faisons le choix de reprendre notre avenir en main et nous nous engageons avec nos différences, nos divergences pour un même idéal.

Syndicats et salariés ont montré la voie le 29 septembre avec la journée d'action et de grève pour l'augmentation des salaires et des pensions, la réduction du temps de travail et la retraite à 60 ans. C'est en mobilisant largement, collectivement, au plus proche des jeunes, et en expliquant la nécessité de nos justes revendications, que nous pouvons gagner.

Nous voulons travailler, mais nous voulons être payés et vivre dignement, et non courir après les primes et les chèques. Nous voulons un emploi et des droits, et non courir après des contrats précaires. Nous voulons du temps libre pour les loisirs, le sport, la culture, et non être enfermés dans le chômage. Nous nous ferons entendre !

Je refuse, avec vous, l'idée que la jeunesse serait un mauvais moment à passer ou un problème à régler. Il faudrait faire le dos rond, courber l'échine, accepter le bizutage social et attendre que jeunesse se passe. C'est tout le contraire que nous devons affirmer. C'est le sens du combat que nous mènerons ensemble ! ●

**BON DE SOUSCRIPTION** | **TU SOUHAITES NOUS AIDER ?**

NOM PRÉNOM .....

EMAIL .....

ADRESSE POSTALE .....

.....

JE SOUHAITE FAIRE UN DON (CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN)

☐ 20€ ☐ 30€ ☐ 50€ ☐ AUTRE : .....

À RENVOYER À AVANT-GARDE 2 PLACE DU COLONEL FABIEN 75019 PARIS

www.lavantgarde.fr • lavantgarde.fr • @Journal_AG

**Avant-Garde** journal du Mouvement Jeunes communistes de France • Édité par l'association Paul Langevin, 6, av. Mathurin-Moreau - 75019 Paris
Représentant légal : **Jean-Noël Aqua** • Directeur de publication : **Cyril Thomas** • Rédacteur en chef : **Amado Lebaube** • Direction artistique : **Frédo Coyère**
Imprimerie : **Public Imprim** : 12 rue Pierre Timbaud 69637 Vénissieux • Dépôt légal : **OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE** • **N° 54**
JOURNAL GRATUIT • ISSN : 1252-5014

CHINE-TAIWAN

# À qui profite la montée des tensions en mer de Chine ?

**Cet été, les tensions entre la Chine et Taiwan ont cristallisé une partie du débat public.**

L'escalade observée durant les dernières semaines ne peut qu'appeler à la paix dans l'intérêt commun. Si ces tensions ne sont pas nouvelles et sont ancrées dans une histoire politique remontant au siècle dernier, c'est bien par la « visite » de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, que les répliques s'en sont allées crescendo. Elle s'est rendue sur le territoire taiwanais les mardi 2 et mercredi 3 août pour réaffirmer « l'engagement inébranlable de l'Amérique à soutenir la démocratie dynamique de Taiwan ».

### Le contexte taiwanais

Dans une situation internationale particulièrement dangereuse, où la guerre frappe sur de nombreux continents, la visite officielle de Nancy Pelosi sonne comme une provocation inconséquente. Taiwan, île étendue comme quatre fois la Corse, semble devenir pour les États-Unis le nouveau théâtre de pressions politico-économiques.

Le contexte taiwanais est unique. Il est le fruit d'un statu quo international sous égide des Nations unies, devenu indispensable à la baisse des tensions régionales. En 1971, la République populaire de Chine fondée en 1949 fut reconnue comme membre des Nations unies et son gouvernement comme seul représentant légitime de la Chine. La résolution de l'ONU mentionnait aussi « l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kaï-chek du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent ». Depuis, la République de Chine (Taiwan) n'est plus reconnue à l'international, selon le principe d'une seule Chine. Néanmoins, la République populaire de Chine n'a pas attenté jusqu'ici à l'intégrité de Taiwan, afin de préserver l'option d'une réunification pacifique.

La Maison-Blanche semble faire le choix unilatéral d'envenimer les tensions sino-taiwanaises, pourtant lourdes de sens politique, historique et économique. En aucun cas, une remise en cause du principe « d'une seule Chine », reconnu par l'ONU et l'écrasante majorité des États du globe, ne laissera place à la paix. Pourtant, nul ne saurait prédire des conséquences désastreuses pour les peuples et le monde que produirait un conflit armé sur cette question.

Les relations internationales évoluent, emportant avec elles la domination asymétrique des États-Unis. Le rattrapage économique et technologique des nouvelles puissances, en cours depuis deux décennies, mène mécaniquement à cette conflictualité, faite de repartage du marché mondial. Dans ce contexte, le processus de résolution institutionnelle des conflits paraît paralysé par ce nouvel ordre géopolitique. Un renouveau en la matière, dans l'intérêt commun à tous les peuples et de leur coopération, paraît d'une nécessité absolue. ●

**Esteban Evrard**

ITALIE

# Comment enrayer la montée de l'extrême droite en Europe ?

**Depuis le 21 juillet et la démission de Mario Draghi au poste de Premier ministre, l'inquiétude s'est accrue d'une victoire de la coalition des droites en Italie, avec à sa tête, le parti post-fasciste Fratelli d'Italia, dirigé par Giorgia Meloni.**

Suite à la chute de l'ancien président de la Banque centrale européenne, déclenchée par la défiance du Mouvement 5 étoiles (M5E) et la dislocation de la majorité gouvernementale, des élections anticipées ont eu lieu dimanche 25 septembre. L'alliance entre la Lega (du Nord), Forza Italia et Fratelli d'Italia était annoncée largement victorieuse par les sondages. Le franchissement d'une nouvelle étape dans la montée de l'extrême droite en Europe était à craindre.

### Que s'est-il passé ?

Fratelli d'Italia, le parti à la flamme, n'a que dix ans, mais il a supplanté la Lega dans l'opinion depuis 2021. Le parti de Matteo Salvini, originellement la Lega Nord, parti régionaliste d'extrême droite qui a conquis les urnes à la fin des années 2010 dans l'ensemble du pays, était devenu le troisième parti politique italien en 2018. Allié à Forza Italia, le parti de droite de Silvio Berlusconi et Fratelli d'Italia, il obtient 17,3 % des suffrages aux élections générales et la coalition devance de peu le Mouvement 5 étoiles (37 % contre 33 %). Ce « mouvement » attrape-tout, populiste « ni de gauche ni de droite » accepte alors de former un gouvernement de coalition avec Matteo Salvini.

Celui-ci prend fin en 2019 après la percée de la Lega aux élections européennes. La majorité se recompose sur sa gauche par une alliance entre le M5E, le Parti démocrate et les groupes parlementaires de centre gauche. Mais celle-ci se fissure à nouveau et le technocrate Mario Draghi est chargé de la périlleuse mission de constituer un nouveau gouvernement. Le résultat est un assemblage baroque du Parti démocrate jusqu'à la Lega, en passant par Forza Italia et même le M5E.

Face à ce fourre-tout dirigé par celui qui a étranglé la Grèce, dans une Italie croulant sous la dette, dans un contexte de crise sanitaire, la seule formation politique à avoir voté en bloc contre la confiance à ce gouvernement est Fratelli d'Italia.

Alors qu'il puise ses racines dans le Mouvement social italien (MSI), constitué après l'interdiction du Parti national fasciste en 1946, le parti de Giorgia Meloni incarne la nouveauté. Seul parti à ne pas avoir gouverné, il paraît intègre et cohérent. Et suite au mandat violemment xénophobe de ministre de l'Intérieur de Matteo Salvini de 2018 à 2020, et aux errements du M5E, cette formation politique atlantiste qui se dit « souverainiste » est dédiabolisée.

### Crise du capitalisme

La situation italienne témoigne de la montée en puissance de l'extrême droite, sous toutes ses formes, en Europe. Alors que le capitalisme peine à sortir d'un cycle continu de crises, cherchant partout de nouvelles sources de survaleur, la bourgeoisie se replie. Le cas d'Éric Zemmour est un exemple de l'investissement de la bourgeoisie dans des candidatures d'extrême droite.

L'installation de la crise dans le long terme fragilise les classes laborieuses, et même ses fractions supérieures qui craignent le déclassement. L'absence de perspectives de mobilités sociales ascendantes, la casse des services publics et la hausse du coût de la vie accentuent les divisions sociales et la crispation identitaire. Les forces d'extrême droite les exploitent largement.

En parallèle, le constat de la faiblesse de la gauche sociale-démocrate est clair. En Italie, elle est pour ainsi dire anéantie. Et quand elle est au pouvoir en Europe, elle manque à proposer de réelles alternatives ou se compromet (on peut penser aux affaires de corruption qui secouent le mouvement espagnol Podemos ou à l'échec de la mandature Hollande en France). De plus, elle s'empêtre elle aussi dans les débats identitaires, produisant toujours plus de sous-catégories et éludant la lutte des classes.

Dans ce contexte, les organisations progressistes doivent urgemment prendre leur part. L'enjeu principal est de reconquérir la crédibilité d'une alternative. Pour cela, il nous faut amplifier notre présence dans les endroits les plus difficiles, où les extrêmes droites progressent le plus. La valorisation de l'action concrète, de nos élu-es, dans les luttes et la solidarité, est essentielle. C'est à cette condition que les propositions audacieuses sont audibles.

Face à des forces réactionnaires qui produisent un « nous » falsifié, le néo-hygiénisme progressiste individualise et divise. Le cercle vicieux s'entretient. Charge aux organisations communistes et progressistes européennes de créer les conditions du rassemblement des classes laborieuses, au service du progrès humain. ●

**Elsa Koerner**

RENTRÉE 2022

# La vérité sur la rentrée scolaire

**« On nous avait promis le pire, c'est une rentrée réussie. » Dans son interview pour La Dépêche le jeudi 1er septembre, après un propos nuancé sur les problèmes structurels de l'Éducation nationale, le ministre Pap Ndiaye se permet néanmoins cette pique envers les différents groupes qui alertent ces derniers mois sur la dégradation prévisible des conditions d'étude et d'enseignement.**

Ce sont les syndicats de l'éducation, organisations de parents d'élèves, organisations de jeunesse, qui pointent depuis des années, mais plus encore cet été, l'insuffisance du nombre de fonctionnaires dans le système éducatif français, à tous les niveaux et dans tous les métiers.

Le travail des syndicats permet aussi en cette rentrée de démontrer une certaine malhonnêteté dans le discours de M. Ndiaye. Le SNES-FSU a lancé une enquête sous le hashtag #notrevraierentrée afin de recenser les manques d'enseignants dans le secondaire à la rentrée. Leurs résultats montrent que dans 62 % des collèges et lycées, il manquait au moins un enseignant.

De plus le SNES précise qu'une situation si tendue début septembre entraînera à coup sûr le non-remplacement de collègues qui auraient des absences au cours de l'année. La promesse du ministre « il y aura un enseignant devant chaque classe » n'est donc pas vraie aujourd'hui, et le sera encore moins pour toute l'année.

## Bilan négatif

Ainsi, en termes quantitatifs, le bilan de cette rentrée est négatif, mais en termes qualitatifs plus encore puisque de nombreuses personnes peu formées ont été recrutées.

Pour ce faire, le ministère et les rectorats ont utilisé des biais de recrutement qui se multiplient ces dernières années, mais qui dérogent aux procédures normales des fonctions publiques. En effet, on note un recours massif aux contractuels : des personnes titulaires d'un diplôme (pas nécessairement dans la discipline qui sera enseignée), alors que les fonctionnaires passent un concours dans leur matière. De plus, les contractuels ne reçoivent pas de formation, alors que les fonctionnaires ont suivi au minimum une année de stage encadrée par un tuteur. Au-delà du bas salaire et des contrats courts qui pourrissent la vie des contractuels eux-mêmes, de leur manque de formation qui nuit aux élèves, il semble important de considérer aussi que multiplier les statuts parmi une même équipe dans un établissement affaiblit les possibilités d'organisation collective.

## Des manques de personnels concentrés

Un grave sous-encadrement est accentué dans certaines académies, notamment celles de Versailles et Créteil. Concentrant des populations pauvres, de nombreux établissements accueillent des enfants de familles qui rencontrent des difficultés financières, sociales et éducatives, et qui ont besoin d'un encadrement de la meilleure qualité qui soit, éducativement et pédagogiquement.

C'est exactement le contraire que fait le gouvernement français : les enseignants les plus récemment formés sont envoyés dans ces académies sous-dotées et difficiles, et cela ne suffit encore largement pas à couvrir les besoins, c'est pourquoi c'est aussi dans ces académies que le plus grand nombre de contractuels sont recrutés. À titre d'exemple, la seule académie de Versailles au printemps dernier cherchait 2 000 enseignants contractuels. ● **Solen J**

CHAUFFAGE

# Sobres ? Mais nous le sommes déjà !

**« Finie l'abondance » : le chef de l'État a prononcé cette phrase pour nous préparer à faire des sacrifices, quand Gabriel Attac ministre des comptes publics dit qu'il faut s'attendre à des « tensions » cet hiver concernant l'énergie. Le gouvernement prévoit une mesure phare : « baisser le chauffage d'un degré ».**

Seulement, ce sacrifice est déjà fait par de nombreuses Françaises et Français. Bien avant la crise de l'énergie qui s'apprête à prendre de l'ampleur cet hiver. Victimes de ce que l'on nomme « précarité énergétique », ces ménages se trouvent dans une situation où ils sont dans l'incapacité de payer leurs factures et souffrent du froid par manque de moyens. L'INSEE estimait à 6 millions de foyers en situation de précarité énergétique en 2013 : c'est le premier poste de demande d'aide sociale après le logement. Ce chiffre est en hausse constante entre cette date et 2002, premier chiffre disponible.
Ces foyers sont dans une situation d'insalubrité grave, mais ils ne constituent pas une majorité des foyers. En réalité, la population française est surtout composée de ménages sur le fil, qui estiment consommer déjà le minimum, en particulier les couches populaires et les retraités. Ils et elles ont du chauffage, ne vivent pas dans le froid, mais ont déjà baissé le chauffage et mis un pull.
Plus que seulement le chauffage, la sobriété de manière générale est déjà dans la tête de tous les Français. Par sympathie écologique peut-être, mais surtout par obligation économique. Changer les ampoules, passer en mode éco sur la machine : les « petits gestes » sont déjà quotidien dans la plupart des ménages. Seulement, ces petits gestes ne suffisent pas. ● **Clémentine Le Duey**

# La transition énergétique passe par le logement

Une politique écologique qui réconcilie la planète et le portefeuille est plus qu'urgente et nécessaire, c'est dans notre intérêt à tous. Ainsi nous payons cher l'absence de politique de logement d'ampleur depuis des années. Notamment avec le chauffage, le logement constitue la première catégorie de dépenses énergétiques en France. La lutte contre l'habitat insalubre ou indigne ne constitue pas seulement une nécessité sociale, mais aussi verte.
Consommer moins tout en garantissant une qualité de vie doit devenir une priorité. De manière plus générale, c'est une grande politique de rénovation dont a besoin le pays, avec une politique incitative financièrement, mais aussi contraignante, les locataires souffrant souvent de la non-volonté de propriétaires qui rechignent à investir. Cela passe aussi par la rénovation et la construction de logements sociaux de qualité, l'État doit être un exemple. À ce titre les services publics doivent aussi bénéficier de cette politique, avec des dotations conséquentes aux collectivités. S'il n'est pas normal de mourir de froid chez soi, il n'est pas normal de laisser les élèves garder leurs manteaux en cours faute d'isolation. Ce sont des centaines de milliers de logements aux nouvelles normes d'isolation thermique que nous devons produire chaque année. Cela passe par un secteur BTP public fort, par l'investissement dans la formation pour ces métiers, par une production publique d'énergie décarbonée au service de cet immense chantier. Ne restons pas paralysés entre les libéraux et les décroissants, la planète souffre déjà. ●

CRISE ÉNERGÉTIQUE

# La faute à pas de chance ?

Des collectivités territoriales aux entreprises en passant par les universités et les foyers, les prix de l'énergie se font toujours plus ressentir. Ils font peser le poids de dilemmes insoutenables : fermer des piscines, fermer toute une ligne de production pour un temps, baisser drastiquement le chauffage… Autant de craintes exprimées depuis des mois. Il y a des responsables de cette crise, des choix politiques qui ont été faits dans la seule logique de rentabilité à court terme et de profit. L'Union européenne a joué un rôle central dans l'ouverture des marchés à la concurrence, en particulier les marchés de l'électricité et du gaz. En 1996, c'est la première directive européenne sur l'ouverture du marché de l'électricité, deux ans plus tard, c'est la directive sur l'ouverture au marché pour le gaz. S'ensuivent jusqu'en 2004 une ouverture progressive pour les entreprises, jusqu'à l'ouverture du marché pour toutes les entreprises et collectivités locales dans toute l'Union européenne, et la séparation des activités de production, transport, distribution et fourniture de l'énergie. Trois ans plus tard, en 2007, la fin du monopole d'EDF et GDF est actée, c'est la séparation des deux entités. C'est en 2016 qu'est signé le « début de la fin » des tarifs réglementés dont le dernier chapitre s'annonce pour juillet 2023, avec la fin des tarifs réglementés du gaz.
Des décisions qui sont dictées par des intérêts particuliers et profitables au détriment de l'intérêt général. ●

**Esteban Evrard**

RENCONTRE

# Philippe Sudre : « “Je veux faire c je l’ai beaucoup entendu »

**Philippe Sudre est président du club de judo de Champigny. Ancien adjoint au sport de la mairie, il est depuis 2020 élu d’opposition (PCF). JO de Paris, pratique féminine, amateurs vs professionnels… Philippe Sudre partage avec *Avant-Garde* son analyse sur l’actualité sportive.**

**Ton club a des valeurs particulières, fondatrices. Je sais que tu y as toujours été attaché, peut-être d’autant plus maintenant que tu es président. Peux-tu nous en dire plus sur les valeurs du club, et revenir sur son histoire ?**

Le Red Star Club de Champigny (RSCC) est né en 1925. Aujourd’hui il y a 30 disciplines dont le judo, et au sein du judo, il y a deux entités différentes : la section de judo du RSCC, et le groupe Haut Niveau. On a un rayonnement du local à l’international.

Sur Champigny on a 3 dojos, dans 3 quartiers différents, 3 quartiers politique de la ville. Le RSCC est un club multisport, avec des valeurs issues de la Fédération sportive et gymnique du Travail (FSGT). Chaque discipline a le loisir d’être, en plus de la FSGT, dans une fédération française. Au club de judo, tout le monde à sa place, d’où que l’on vienne. Sur le tatami tout le monde est identique, excepté bien sûr la ceinture, qui nous différencie en fonction du grade.

À Champigny, on a mis en place un accès à la pratique pour le plus grand nombre, d’abord financièrement parlant. Au-delà des tarifs, on est attractif pour la qualité de notre corps de professeurs qui est extrêmement compétent. On a aussi une bonne équipe de gouvernance, un bureau paritaire où chaque membre a envie que l’activité soit rayonnante et est au plus proche de nos adhérents. On a le souci de l’émancipation de chaque judoka, homme ou femme. Champigny, c’est 37 % de pratique féminine d’ailleurs, ce qui est bien au-dessus des chiffres nationaux.

**Au judo de Champigny, la pratique féminine est un enjeu central.**

**Philippe Sudre :** Que ce soit le judo ou d’autres disciplines ! Aux Jeux olympiques de Rio, on a eu une vice-championne olympique en Taekwondo, une championne olympique en boxe, une championne olympique au judo. On a beaucoup d’équipes féminines à haut niveau dans différents sports. Ce n’est pas le fruit du hasard, c’est qu’il y a une volonté à Champigny depuis des décennies de donner les moyens à la pratique féminine.

Dans les quartiers ce n’est pas toujours évident, mais par l’accompagnement, par le dialogue, par des initiatives, par des portes ouvertes, on a réussi à ce que les femmes aient toutes leur place.

Depuis 30 ans on a monté un groupe féminin de haut niveau. C’est très probablement les bons résultats de

# du judo comme Clarisse !”,

nos sportives à haut niveau qui donnent envie aux filles, aux jeunes femmes de pratiquer le judo à Champigny. Le club a été un des premiers dans les années 70 à avoir des cours exclusivement féminins. Les premiers championnats d'Europe féminins étaient en 1974, je crois, on avait déjà une représentante de Champigny. Le sport au féminin est dans notre ADN.

**Certains tombent parfois dans le piège de l'opposition entre sport amateur et professionnel. Au RSCC Judo, on accompagne beaucoup de jeunes, d'adultes, mais on forme aussi des professionnels et des champions et championnes olympiques.**

**Philippe Sudre :** Comme dans beaucoup de clubs, mais peut-être particulièrement à Champigny, il y a un continuum entre la pratique amateur et le haut niveau. Quelqu'un de la section judo qui devient performant glisse vers le haut niveau.
Tout le monde a sa place chez nous, qu'on soit ceinture blanche, ou championne olympique comme Clarisse Agbegnenou, les deux sont adhérentes du club et ont donc la même considération. Il y a une volonté à Champigny de faire au mieux pour l'ensemble des adhérents. Ce n'est pas parce qu'on est ceinture blanche qu'on ne compte pas. Concrètement, ça veut dire que chez nous, des moyens sont orientés vers le plus grand nombre.
On a mis en place un système qui fait que le financement du haut niveau n'impacte pas le financement de la section Judo. On a un groupe haut-niveau qui s'autofinance avec des subventions, des partenariats public et privé, et qui ne fait donc pas appel aux cotisations des adhérents. Il y a une subvention municipale, et même si la municipalité a changé il y a deux ans, le maire de droite poursuit le dispositif. Nos jeunes ont un budget, qui est celui de la section judo, et aucun euro ne passe d'un côté ou de l'autre. Même gouvernance, mais deux trésorerie, c'est ma volonté depuis 30 ans. J'ai fait faire un audit d'ailleurs sur le sport à Champigny. Le bien-fondé de cette séparation a été salué. Elle fait que nos gamins peuvent tranquillement partir en compétition, sans être dépendant des résultats et de la gestion financière du haut niveau.
Malgré la séparation financière, quand des athlètes sont médiatisés, passent à la télé, ça entraîne le sport amateur et son développement. Après les JO, il y a une effervescence dans le sport amateur.
Obligatoirement. Après les résultats de Rio où Emilie Andéol avait été championne olympique, on a eu beaucoup de demandes. Après Tokyo, même chose. Il y a une émulation, et l'envie de faire. Pas forcément l'envie de devenir championne ou champion d'ailleurs, mais ce que dégagent les athlètes dans leur intervention à télé suscite l'envie. « Je veux faire du judo comme Clarisse ! », je l'ai beaucoup entendu.
Pendant les JO de Tokyo, il y a eu un engouement médiatique énorme. On ouvrait le dojo à 3 h du matin, les télévisions du monde entier venaient, notamment le jour de la finale de Clarisse.

**« On a beaucoup d'équipes féminines à haut niveau dans différents sports. Ce n'est pas le fruit du hasard, c'est qu'il y a une volonté à Champigny depuis des décennies de donner les moyens à la pratique féminine. » Philippe Sudre**

## RENCONTRE

**« Au club de judo, tout le monde à sa place, d'où que l'on vienne. Sur le tatami tout le monde est identique. » Philippe Sudre**

Les JO donnent envie d'aller vers la pratique sportive, particulièrement féminine pour nous à Champigny. Mais il faut encore travailler ! Il y a encore trop de filles qui ne font pas de sport, pour des raisons différentes (familiale, culturelle, cultuelle…).

**Quand on est président d'un club comme le tien, à l'approche des JO de Paris, comment on se sent ? C'est une période particulière, non ?**

**Philippe Sudre :** Bien sûr. On est à N-2, là on est déjà parti, les stages ont commencé. On a moins la pression d'il y a 4 ans parce que le pays hôte, notamment dans le judo, aura un sélectionné dans chaque catégorie de poids, il y aura donc 7 hommes et 7 femmes.

Pour ce qui concerne Champigny, sauf accident, Clarisse sera aux JO de Paris. Elle vient d'être maman il y a deux mois et demi, elle vient à peine de reprendre l'entraînement, mais c'est un phénomène ! Elle est déjà bien, elle a un staff médico-technique qui l'encadre.

On a aussi 2 autres jeunes femmes qui ne sont pas n° 1, mais qui peuvent bousculer l'histoire. La course aux points a commencé en tout cas ! Pour ce qui concerne ce petit groupe de haut niveau, les JO sont dans la ligne de mire, on travaille dans une ambiance professionnelle. Clarisse est double championne olympique, c'était la porte-drapeau aux JO de Tokyo, c'est devenu une personne publique et elle souhaite finir sa carrière aux jeux de Paris. Son objectif est d'être championne olympique. Une deuxième place serait un échec, disons les choses. Elle y va pour gagner, elle n'a que ça en tête. On va tout faire pour qu'elle soit au rendez-vous !

À côté de ça, le club doit vivre, continuer d'avancer. La partie du club dite « amateur » continue de passer ses grades, continue ses compétitions.

**Sur ces JO, que faudrait-il faire de mieux ? Qu'est-ce qui est déjà fait, pour que ces JO soient une grande fête populaire ?**

**Philippe Sudre :** Il y a déjà une équipe en place qui travaille d'arrache-pied. Pour que ce soit une fête planétaire et pour que le plus grand monde puisse en jouir, faisons en sorte que la billetterie soit accessible. La région, les collectivités, mais surtout l'État, doivent mettre la main à la poche pour aider les jeunes, quels qu'ils soient, mais notamment les jeunes des quartiers, sans les opposer aux autres.

On sait que dans certains quartiers la vie est plus difficile qu'ailleurs. Il ne faudrait pas que ces jeunes soient laissés sur le quai de la gare. Il va falloir mettre des moyens, il faut une aide. Quand je vois que l'on concentre tous les moyens sur les sportifs de très haut niveau, je pense qu'un rééquilibrage est nécessaire.

J'imagine que des choses sont prévues, mais j'aimerais en avoir la garantie. Il faudrait associer plus les collectivités. Il ne faut pas que les JO soient le fait de ceux qui sont fortunés. L'idée de la cérémonie sur la Seine par exemple, c'est une très bonne chose. Ce sera populaire et accessible au plus grand nombre.

**Au-delà des JO, je vois qu'il y a des clubs amateurs en difficulté financière, mais aussi pour recruter des bénévoles. Comment ça va à Champigny ?**

**Philippe Sudre :** À chaque rentrée on a toujours l'appréciation. On est toujours inquiet dans le milieu associatif. Les vies deviennent de plus en plus complexes, on pourrait se retrouver dans une situation où on est en manque de bénévoles, en manque de licenciés.

À Champigny, on n'a pas trop ce problème. Au RSCC, et plus généralement sur la ville, on n'a pas d'associations qui ont fermé faute de problèmes financiers ou de bénévoles. On a un tissu associatif qui est vraiment passionné, prêt à faire des efforts. Mais on a quand même des inquiétudes pour cette année, oui ! Le pouvoir d'achat se dégrade, les factures de gaz, d'électricité, le carburant, le coût des fournitures scolaires…. Tout explose !

On pourrait avoir des surprises. Le souci, c'est qu'on a déjà tapé dans les réserves pendant la crise du Covid. Le club de Champigny a mis 29 000 € sur la table pour aider les judokas l'an dernier. Pour cette année, on verra, mais on a quand même une inquiétude puisque les familles vont

**« Quand des athlètes sont médiatisés, passent à la télé, ça entraîne le sport amateur et son développement. Après les JO, il y a une effervescence dans le sport amateur. » Philippe Sudre**

**« Il ne faut pas que les JO soient le fait de ceux qui sont fortunés. L'idée de la cérémonie sur la Seine est une très bonne chose. Ce sera populaire et accessible au plus grand nombre. » Philippe Sudre**

être à bout financièrement, et les collectivités territoriales ne sont pas non plus en très bon état.
Le maire PCF de Montataire dit qu'il ne paiera pas ses factures de fluides. Les collectivités doivent monter au créneau ! En tant qu'élu d'opposition, j'ai eu le maire de Champigny au téléphone, je lui ai proposé qu'on mène ce combat tous ensemble. Sinon comment on va faire ? Comment on va faire pour continuer d'entretenir la piscine ? En temps normal c'est 2 millions d'euros par an, mais alors là ? Il y a 30 sites sportifs à Champigny, il faut pouvoir les faire tourner ! Donc oui, je suis inquiet. Même si on n'a pas touché à nos cotisations, on pourrait avoir des familles qui ne reviennent pas cette année.
Il n'y a pas de crise aiguë du bénévolat à Champigny, même si dans certains endroits, c'est toujours les mêmes depuis des dizaines d'années. Il faut qu'on arrive à recruter et former de nouveaux jeunes, à renouveler les équipes militantes !

**Les fédérations, les clubs sont des piliers de notre société, notamment dans la jeunesse. Ces entités reposent beaucoup sur les volontés politiques des municipalités, ce qui crée évidemment des inégalités territoriales. Est-ce que l'État et le ministère des Sports ne devraient pas jouer un rôle plus grand pour assurer l'égalité partout sur le territoire ?**

**Philippe Sudre :** Vaste question ! Bien entendu qu'il y a des disparités d'une ville à l'autre. En ce qui me concerne, je ne peux pas dire que la nouvelle municipalité, qui vient de passer de la gauche à la droite, ait cassé le secteur associatif. Ils poursuivent la politique qu'on a menée. C'est énorme l'associatif à Champigny, c'est plus de 500 associations. Il y a des disparités entre des villes voisines puisque ce sont des politiques différentes qui y sont menées. L'État a la responsabilité d'assurer, malgré la décentralisation, une égalité entre les citoyens. Par ailleurs, quand on voit que le budget pour le sport en France c'est 0,14 % du PIB… C'est dérisoire ! Il est grand temps de passer au moins à 1 % du PIB. Pourquoi ne pas aller chercher les bénéfices des grandes entreprises pour financer le sport et les collectivités ? La culture, le sport, la jeunesse, ce sont des piliers fondamentaux d'une ville et l'avenir. Arrêtons le sport et la vie culturelle, la vie va devenir moribonde, et la santé publique va se dégrader.
L'État doit faire le choix de l'émancipation de la jeunesse, et cela passe par le sport. Tant que la France ne prendra pas cette voie-là, on restera, au niveau sportif, une petite nation. ●

## EXTRAIT DU LIVRE « POUR QUE JEUNESSE SE FASSE » DE LÉON DEFFONTAINES

# « La diffusion est un enjeu central : n'opposons pas sport amateur et professionnel »

« Je ne comprends pas l'opposition que certains créent entre sport amateur et sport professionnel. Elle ne viendrait à l'idée de personne concernant la musique. Jamais je n'ai entendu quelqu'un expliquer que jouer de la guitare dans sa chambre était une saine activité, mais qu'aller voir un concert de Metallica au Stade de France revenait à vider son porte feuille pour voir jouer des millionnaires. En revanche, on en entendra défendre l'existence d'un club dans leur quartier, mais s'opposer à la construction d'un nouveau stade, à l'organisation des JO 2024 à Paris ou au passage du Tour de France dans leur ville.
Ceux-là ne comprennent pas une chose : c'est aussi le sport professionnel qui draine le sport amateur. Combien de jeunes se sont inscrits dans des clubs de foot après la victoire de la France au mondial 2018 ? Et il suffit de discuter avec un dirigeant d'un club de judo, de volleyball ou de handball pour comprendre que des bonnes performances françaises aux JO amènent des milliers d'enfants à se licencier. Je pense aussi particulièrement au sport féminin, et notamment le football, dont les effectifs de clubs ont explosé grâce à la médiatisation des performances de l'équipe de France ces dernières années. A travers un écran ou dans un stade, de réelles vocations naissent.
Alors oui, il est vrai que le sport professionnel n'est pas exempt de tout reproche. Comme le reste de la société, il s'est financiarisé, et place comme valeur suprême le profit. Ces dernières années, les scandales se sont multipliés. Dopage, tricherie, mais surtout avidité et cupidité de certains dirigeants de clubs sportifs défraient régulièrement la chronique. Ces crises doivent nous alerter sur les dérives insupportables du sport professionnel. La financiarisation qui a entraîné la spéculation et la quête de profit est en train de pourrir la compétition de haut niveau. Dernier

exemple en date, le projet de SuperLeague voulu par certains grands clubs européens, afin de maximiser les profits issus du football, au mépris de toute logique sportive et de championnat national. Ce projet mort-né a donné une bien piètre image du football professionnel.
Est-ce à dire qu'il faut désormais s'en détourner ? Je pense tout le contraire. Il faut se réapproprier le sport professionnel en tant que spectateurs, mais aussi acteurs, à travers la présence du plus grand nombre dans les stades. D'ailleurs, les associations de supporters sont souvent les premières à s'opposer à la financiarisation de leur sport et à rappeler les origines populaires du football. Elles sont en premières lignes des combats contre le changement d'un nom de stade ou contre la reprise d'un club dans de mauvaises conditions. Plutôt que de les mépriser, offrons-leur tous les moyens de peser dans les décisions des clubs qu'ils font vivre à travers leur engagement de supporter.
(…)
Le sport et la culture professionnels méritent mieux que les scandales et les caricatures, ils doivent se remettre au service de la jeunesse, pour faire vibrer et rêver des générations entières. » ●

**Léon Deffontaines**

ÉNERGIE

# Pendant que l'on se glace, Total ramasse !

L'hiver s'annonce rude. La hausse du coût de l'électricité associée aux pénuries de gaz, à la spéculation, et à l'abandon programmé du parc nucléaire, met en difficulté un nombre toujours plus important de foyers. Le gouvernement se défausse sur le service public à la faveur de sa propre concurrence privée.

Les grosses ficelles sont en place depuis plusieurs années. Le démantèlement du service public de l'énergie impose à EDF de vendre à prix fixe réglementé, mais les fournisseurs privés font les poches à la production d'électricité publique et fixent leurs prix librement selon leurs intérêts commerciaux. Le parc nucléaire d'EDF ne tournera pas à plein cet hiver : 28 réacteurs devraient être remis en service d'ici janvier et 5 attendront la fin de l'année, en raison de maintenance. La pénurie de gaz impose pourtant à de nombreux foyers d'augmenter leur consommation électrique. En cas de situation critique, la France devra se résoudre à acheter à l'étranger à un prix du marché 10 fois supérieur au tarif de vente d'EDF (plus de 430 euros par MWh mi-septembre). Le gouvernement annonce déjà des coupures. Qu'importe, tant que Total ramasse… ●

**Salomé Bouché**

POUVOIR D'ACHAT

# Une « lutte » contre l'inflation au service du Capital

Depuis maintenant près d'un an, la hausse du coût de la vie place au centre du débat la problématique du pouvoir d'achat et des salaires. Quatre ans après le mouvement des Gilets jaunes, la question du niveau de vie se pose avec toujours plus d'urgence.

Le gouvernement a profité de l'été pour faire débattre et adopter une loi sur le pouvoir d'achat supposée répondre à l'inquiétude économique grandissante. Cette loi ne porte aucune mesure véritable de progrès social. Pire, elle entérine le transfert de pans entiers de l'argent public vers les intérêts privés.

Tandis que la population peine à joindre les deux bouts, le patronat se gave. La rémunération moyenne d'un dirigeant d'une entreprise du CAC 40 a doublé depuis 2020 en atteignant les 8,7 millions d'euros annuel, soit 453 SMIC. Malgré les profits records, la question des salaires n'est pas posée par la majorité. La loi pouvoir d'achat se contente d'ouvrir la possibilité aux employeurs de verser une prime de 3000 euros exonérée d'impôt et de cotisations sociales à leurs salariés touchant moins de trois fois le SMIC.

Encore une fois la droite masque son caractère profondément antisocial par des aides de charité, versée à des travailleurs mis en incapacité de vivre de leur travail. L'absence de cotisation sociale prive le salarié d'une forme de salaire différé, incarnée par la sécurité sociale. Par la défiscalisation des primes l'État prend en charge une partie du financement d'un travail pourtant producteur de profit privé. De plus, le versement de cette prime n'est en aucun cas obligatoire : nul doute qu'elle ne concernera que peu de salariés.

### Le rachat des RTT : le droit au repos marchandisé

La loi pouvoir d'achat introduit également une nouvelle modalité plus étendue de rachat des RTT acquises entre le 1er janvier 2022 et la fin de l'année 2025. Cette mesure dépend encore une fois du bon vouloir de l'employeur qui peut refuser la demande d'un de ses salariés. La somme versée est, comme la prime, défiscalisée, contrairement aux anciennes modalités de monétisation des RTT.

Outre la disjonction de plus en plus forte entre les revenus du travailleur et un salaire ouvrant sécurité économique et droits sociaux, cette mesure exclut de fait les agents de la fonction publique qui ne bénéficient pas de RTT. Ceux-ci devront se rabattre sur la maigre augmentation de 3,5 % du point d'indice gelé ces douze dernières années. Au sein du secteur privé, le rachat des RTT favorise de plus les cadres, qui, selon une étude de la DARES de 2017, bénéficient le plus de RTT (33 jours par ans en moyenne contre 26 pour les ouvriers non qualifiés).

La loi pouvoir d'achat associe à ces deux premières mesures une revalorisation de 4 % de certaines prestations et aides sociales telles que les pensions de retraite, le RSA, la prime d'activité, les allocations familiales, les APL, ou l'AAH.

Au micro de France info, Fabien Roussel résume : « il n'y aura pas un kopeck de plus pour les salaires dans le privé ». À une question sociale de plus en plus aiguë, nous répondons par la seule véritable option possible : une répartition démocratique du travail et des richesses. ●

**Salomé Bouché**

IMMIGRATION

# Légiférer sur l'immigration : pour étouffer la question sociale ?

**Le gouvernement, par la voix de Gérald Darmanin, souhaite balayer la question sociale en imposant l'immigration comme priorité dans le débat public.**

Alors que la France vit une poussée inflationniste sévère, que des luttes sont menées sur l'ensemble du territoire par des salariés, les syndicats appellent à la mobilisation.
Après différents revers, la volonté de Gérald Darmanin est de « de donner les forces à la République de se défendre, en modifiant la loi s'il le faut » en matière d'immigration. Ce qui revient, dans sa conception des choses, à rétablir pleinement la double peine. Cette réforme pourrait pousser la différenciation des peines en fonction de la nationalité, avec une possibilité d'expulsion du territoire national considérablement élargie.
S'il faut évidemment lutter contre la délinquance et donner les moyens à la République de le faire, ce n'est pas dans l'amalgame entre l'immigration et la délinquance que la solution se trouve. C'est en faisant cet amalgame que Gérald Darmanin explique vouloir supprimer huit des neuf réserves légales qui empêchent l'expulsion d'étrangers condamnés pour crime en France. Parmi celles-ci : le fait d'être arrivé en France avant ses 13 ans, d'y résider depuis plus de vingt ans, d'être marié à un Français, ou d'être parent d'un enfant. ●

**Esteban Evrard**

BON À SAVOIR

## Délinquance et immigration, qu'en est-il vraiment ?

Nier la surreprésentation des étrangers dans les actes de délinquance commis et dans le nombre de personnes écrouées serait une erreur et serait faux (leur part parmi les délinquants et les détenus est plus importante que leur part dans la population, selon le ministère de la Justice), bien qu'elle ait tendance à baisser sur le long terme. Pour autant, interpréter les chiffres de manière brute sans y poser de réflexion et sans voir les choses dans leur mouvement serait fondamentalement erroné et malhonnête intellectuellement. C'est par ce jeu de dupes que l'extrême droite tente d'établir un lien mécanique et indépassable entre immigration, délinquance et insécurité.
Il s'agit d'abord d'observer la nature des délits commis majoritairement. D'après l'Institut convergences migrations, affilié au CNRS :
« la part des étrangers dans les condamnations […] varie selon la nature de l'infraction : 25 % pour le travail illégal, 41 % pour les faux en écriture publique ou privée, près de 50 % des infractions douanières et 78 % pour les infractions relatives à la police des étrangers, c'est-à-dire, pour l'essentiel des infractions liées à la régularité du séjour des étrangers en France ».
Il est donc nécessaire de différencier crime et délit. Lorsque plus de 99 % des condamnations concernant des étrangers correspondent à des délits et que moins de 1 % concerne des crimes !
Cette délinquance s'apparente à une « délinquance de survie », majoritairement liée à la précarité des situations vécues. Ce qui peut donc être observé, c'est un rapport entre les conditions socio-économiques et le type de délit commis, et ce, pour les étrangers comme pour les nationaux. ●

HOUSE OF THE DRAGON

# Le nouveau cap de la mythologie Game of Thrones

Trois ans après la fin de la série Game of Thrones, immense dans son succès et son influence, et ayant remis au goût du jour le médiéval, les intrigues politiques et familiales intestines, ainsi que certains thèmes sociaux et sociétaux, HBO lance le prequel House of the Dragons.

Le défi est de taille : non seulement faire oublier la fin contrastée de la série originale, ayant été très mal reçue par une grande partie du public, mais en plus renouveler le genre et l'univers de Westeros pour apporter quelque chose de neuf tout en proposant des personnages aussi forts et marquants que ne l'étaient Tyrion Lannister, Jon Snow, Daenerys Targaryen et ainsi de suite.

Si la série HBO a eu un tel succès — inégalé pour une série destinée à un public mature — c'est parce qu'elle constitue un tour de force narratif. Des dizaines de personnages, tous répartis sur un voire deux continents, se mélangeant dans une bonne douzaine d'intrigues et d'enjeux différents, constituent le fil scénaristique des huit saisons.

Diffusée à partir de 2010, elle construit lentement son succès et les audiences augmentent au fil des saisons, dépassant le simple petit groupe de fans des livres originaux de G.R.R. Martin et les abonnés HBO.

Game of Thrones propose de suivre les histoires de diverses familles de la noblesse d'un monde fantastique et de son continent principal Westeros, mais en se focalisant avant tout sur la noble famille Stark, celle à qui appartient la fameuse devise « Winter is coming ». L'hiver vient : c'est sur cette promesse que se lance la série. Elle fut vendue comme une série sortant du manichéisme quasi hégémonique des productions américaines grand public ; en réalité, si la série propose son lot de personnages « gris », le public sait toujours à peu près qui soutenir et qui détester, tellement certains personnages sont cruels et d'autres sont nobles. L'accent mis par G.R.R. Martin était également de donner une narration historiquement fidèle au moyen-âge européen, un objectif plutôt tenu, bien que parfois facilement ou parfois de manière anachronique. Ce n'est pas une faute : l'écrivain se sert de ce qui va dans le sens de son histoire de manière organique, fluide et pertinente. Dans cette intention, l'univers de la série est très développé, passionnant parfois, et certainement attachant car très caractérisé.

### Nouvelle série

La chronologie de cette nouvelle série dans l'univers de Westeros la place dans un tout autre genre filmique que Game of Thrones. Là où la série originelle se lançait dans un médiéval-fantastique plutôt réaliste, déclinant ensuite peu à peu dans une fantasy plus assumée, House of the Dragons commence directement comme une épopée fantasy dont la légende est à la fois noire et dorée ; dorée car elle place le spectateur directement au centre de l'âge d'Or du règne des Targaryens, le spectateur pouvant assister dès ce premier épisode à la toute-puissance et majesté d'un dragon adulte en

plein vol ; noire, car la promesse de cette série est bien une guerre civile lancée entre plusieurs prétendants au trône, tout en ajoutant à cela les pires défauts des Targaryens, à savoir être des assassins impitoyables aux relations incestueuses assumées. Le synopsis est inévitablement shakespearien.

En un épisode, les scénaristes réussissent à présenter de nombreux personnages — principalement le roi Viserys, son frère Daemon et sa fille Rhaenyra — de manière organique, fluide et claire. Un exploit qui n'est pas des moindres car, là où Game of Thrones allait très lentement dans son exposition, ici tout doit aller très vite, et rapidement le spectateur assiste au délitement de la famille et aux risques qui pèsent sur le royaume.

Les personnages sont caractérisés avec chacun leurs propres tempéraments, possédant même des évolutions au sein du premier épisode, ce qui amplifie leur psychologie.

Le casting est également bien pensé, avec Paddy Considine campant un roi instable émotionnellement, accablé par un destin tragique, donnant une vraie faiblesse à son regard tout en le rendant attachant par sa sincérité. Malgré tout, il reste un personnage naïf, contrastant en cela avec son frère, Daemon, joué par un Matt Smith surprenant, mais excellent dans son jeu, rendant son personnage aussi détestable par son narcissisme et sa violence que fascinant par son côté tête brûlée, sa frontalité, son affirmation d'être le seul noble de la Cour du roi à ne pas entrer dans les jeux de pouvoir hypocrites que se partagent absolument tous les autres personnages.

Enfin, Milly Alcock interprète Rhaenyra de manière surprenante, sa présence et son charisme d'actrice rendant son personnage étrangement silencieux, en retrait, mais bel et bien active et observatrice, ne voulant pas le pouvoir, mais possédant très clairement la capacité et la volonté de s'en servir. Ces trois personnages entrent, dans le premier épisode, dans des dynamiques de conflits et de relations très prenantes : on a envie de savoir la suite.

Rappelons que Game of Thrones, en dix ans, a suscité de nombreux débats sociétaux sur le racisme, le sexisme, la violence, ce qu'il faut et ne faut pas montrer à l'écran. De nombreuses approximations et sorties dogmatiques ont été faites à ce sujet venant d'absolument toute sorte de lectures idéologiques du monde ; il est alors salutaire et bienvenu que House of the Dragon trace elle-même sa propre route, tenant fortement à l'expérience esthétique qu'elle veut transmettre et l'histoire qu'elle souhaite narrer. ●

**Alessandro Zontone**

## MUSIQUE

# Merci et au revoir Mashrou' Leila

Après plus de 10 ans de mélodies entêtantes, le groupe Mashrou' Leila a annoncé sa dissolution. Ce sont les différentes annulations, les pressions, les menaces de mort qui auront eu en partie raison du groupe devenu symbole de liberté. Mêlant rock alternatif et electro sur fond de musique arabe traditionnelle, le groupe avait imposé sa touche. Du rock qui fait planer avec toujours la voix envoûtante de Hamed Sinno, un cri du cœur.

Le groupe doit aussi sa notoriété à ses textes, qu'ils écrivent eux-mêmes. Liberté, amour, corruption politique, volonté démocratique : les mots d'une jeunesse. Leur musique dépasse vite les frontières du Liban pour devenir des hymnes du printemps arabe, mais pas uniquement, le groupe se produira partout dans le monde.

Révélant s'il le fallait encore que le Moyen-Orient a toute sa place sur la scène indie rock et que la musicalité de la langue arabe n'y est pas pour rien.

En plus d'une identité musicale forte, Mashrou' Leila crée aussi une identité visuelle. Les clips du groupe sont travaillés, toujours insolents, poétiques et d'une qualité rare. Le premier « fasateen » se moque des conventions traditionnelles du mariage, c'est sûrement l'un des plus subversifs.

Impossible de ne pas citer « Cavalry » un hommage à Ahed Tamimi, activiste palestinienne, si réaliste qu'il dérange. Parmi tous les clips, « Roman » se dégage largement pour son esthétisme, le désert, des femmes qui dansent et un message féministe qu'on devine sans même comprendre les paroles tant l'image est forte.

Mashrou' Leila, en plus d'une musique de qualité, c'est aussi un engagement fort. Féminisme, lutte sociale, volonté de changer de régime, liberté, anti-impérialisme sont des thèmes récurrents. Surtout, le groupe va se faire connaître pour son engagement contre les LGBTIphobies. Hamed Sinno, la voix du groupe, est gay, il ne s'en cache pas, et c'est déjà trop pour beaucoup d'ultras conservateurs.

Dans les concerts de Mashrou' Leila sont brandis des drapeaux arc-en-ciel, ce qui leur vaudra plusieurs interdictions pour atteintes aux bonnes mœurs. C'est notamment le cas en Égypte : lors d'un des concerts du groupe, la militante communiste Sarah Hegazi se fait remarquer par le pouvoir, elle sera torturée en prison pendant plusieurs mois. Après avoir trouvé asile au Canada, elle ne trouvera jamais la paix.

Même au Liban, leur pays d'origine, le groupe sera interdit de concert pour blasphème suite à des pressions d'ultra catholiques. À ses interdictions officielles s'ajoute un harcèlement quotidien, jusqu'à des menaces terroristes subies par l'ensemble des membres. Lassé d'un poids lourd sur leurs épaules et alors que s'y est ajouté celui d'un Liban dans une crise immense, le groupe n'avait plus sorti d'album depuis 2019.

Pourtant, en ce mois de septembre, face à l'annonce de la dissolution du groupe, l'émotion des fans est vive. C'est un groupe qui a accompagné les aspirations d'une génération partout dans le monde. ●

**Clémentine Le Duey**

DISPONIBLE DÈS MAINTENANT

LE LIVRE DE LA RENTRÉE
PAR ET POUR LES JEUNES !

WWW.LAVANTGARDE.FR